

Le Marxisme Vivant

Revue du KoorKom

(Comité Coordinateur pour la construction d'un Parti Ouvrier International)

Numéro 1 - juin/septembre 2000

Cette brochure est l'édition en langue française du dossier de la revue
Marxismo Vivo / Marxism Alive publiée en espagnol et en anglais,
voir www.marxismalive.org

La révolution en Équateur



Le texte dans la photo fait allusion à un code ancien des Inca:
tu ne mentiras pas, tu ne voleras pas, tu ne tueras pas ...

1,50 €

Ed. resp. et adresse de contact: lital.be@wanadoo.be

L'insurrection du 21 janvier

Extraits du récit publié par *Rikcharishun*, n° 1, mars 2000, de l'Institut Scientifique des Cultures Indigènes (ICCI). *Rikcharishun* ("Se réveiller") est le journal bilingue de la Confédération des Peuples de Nationalité Kichwa de l'Équateur - Ecuvarunari.

A partir du dimanche 16 janvier, dans la nuit, des délégués des communautés indigènes, organisés par la Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur, Conaie, et des centaines d'hommes et de femmes avancent vers la ville de Quito, la capitale de l'Équateur. Leur objectif: récupérer la voix après cinq cent ans de silence, récupérer la dignité des peuples et du pays, et construire une société différente, plus démocratique, plus juste, plus tolérante.

Le lundi 17 janvier, fort des connaissances et de l'expérience de tant d'années de résistance, les indigènes rompent l'encercllement militaire et de la police autour de toute la capitale de la République (...)

Le mardi 18 janvier commencent vigoureusement différentes mobilisations à Quito, qui engendrent la sympathie et l'appui de beaucoup de secteurs sociaux urbains.

Le mercredi 19 janvier commence une marche de plus de 20 mille personnes (...). Leur drapeau : la construction entre toutes et tous d'un nouveau pays. Pendant la nuit, les indigènes encerclent le Parlement et les locaux de la Cour Suprême de la Justice. Le jeudi 20 janvier, l'armée et la police font une démonstration de force impressionnante pour rompre l'encercllement indigène (...). Le vendredi 21 janvier, à 10h30, commence l'occupation des installations du Congrès National. Pendant la nuit précédente il y a eu par ci par là des affrontements avec la police et l'armée et le 21, vers neuf heures, les indigènes commencent à entrer au Congrès National, ensemble avec les membres du Parlement des Peuples de l'Équateur.

L'entrée de centaines de représentants des Peuples Indigènes et des organisations populaires dans les bâtiments du Congrès National a été facilitée par un groupe de militaires de l'armée de terre, commandé par le général Carlos Moncayo et le colonel Lucio Gutierrez (...); avec le colonel Gutierrez, les dirigeants indigènes installent la Junte de Pouvoir Populaire "Du peuple et pour le peuple", contre la corruption, contre le néolibéralisme, pour l'équité économique, pour le plein développement humain et pour un État réellement de Bien-être social.

A midi flamboie pour la première fois dans l'histoire de l'Équateur la "wipala", le drapeau indigène, sur le Congrès National de l'Équateur. (...) à 15h30 les indigènes et d'autres groupes sociaux occupent les locaux de la Cour Suprême de la Justice. A partir de ce moment commence l'encercllement du Siège du gouvernement.

Au siège du Congrès National, avant de commencer d'autres actions, s'installe officiellement le Parlement National des Peuples de l'Équateur, qui assume ses fonctions législatives et établit les premiers décrets. On décrète l'ordre d'empêcher la fuite vers l'étranger de l'ex-président Jamil Mahuad. On décrète aussi la formation de la nouvelle Junte de gouvernement, la JUNTE DE SAUVETAGE NATIONAL, formée par le colonel Lucio Gutierrez, le dirigeant indigène et président de la Conaie Antonio Vargas et le juriste et ancien président de la Cour Suprême de la Justice Carlos Solorzano.

La Junte signe ses premiers décrets, rendant les biens du peuple qui avaient été confisqués pour sauver les banques, établissant un contrôle des prix des produits essentiels à la subsistance (...)

Dans l'après-midi du 21 janvier, suite à la situation politique nationale, le haut commandement militaire demande la démission au président Mahuad. A 17h, le président Mahuad sort clandestinement de son palais et est amené sous protection à une base militaire. A 18h30, toute la population de Quito, indigènes, jeunes, militaires, avancent vers le siège du Président pour consommer l'acte de destitution du président Mahuad. La marche de quelques 50 mille personnes, saluée par des milliers de citoyens, avance pour occuper le siège présidentiel et installer le Gouvernement Populaire.

(...) A 19h15, la Junte de Sauvetage National entre au siège présidentiel, acclamée chaleureusement par des applaudissements, des cris et des manifestations de joie de la multitude. L'occupation du siège du gouvernement est pacifique; le président Mahuad avait quitté les lieux quelques heures plus tôt et son gouvernement était tombé (...) Sous les applaudissement et le chant de slogans, les dirigeants indigènes et des organisations populaires entrent, ensemble avec les colonels (...)

Entre-temps, à l'intérieur de l'armée commencent à prévaloir d'autres intérêts. Les moyens de communication s'unissent contre ce qu'ils appellent le coup militaire et invitent la société à la rébellion contre le nouveau gouvernement. Les membres de l'oligarchie, surtout de la ville de Guayaquil, demandent la répression contre les auteurs du coup et les indigènes par l'emploi de la force, même si cela - disent-ils - coûte un massacre. Les Chambres de Production et les grands propriétaires terriens ont peur et exigent du haut commandement militaire de prendre les décisions les plus radicales, avec l'argument qu'il y aurait un danger de blocage de la part des EE.UU. et une menace de fuite de capitaux qui détruirait la fragile économie équatorienne.

Le haut commandement militaire réagit à la demande de l'oligarchie, des entrepreneurs, et même de l'ambassade des EE.UU., et se dirige vers 20h du 21 janvier au siège du gouvernement pour dialoguer avec la junte de Sauvetage National. Le haut commandement de l'armée, avec le conseil des généraux, décide d'employer une stratégie de pacification et de trahison. Ils feignent être avec la Junte de sauvetage national et exigent qu'y participe le chef du Commandement Conjoint, le général Carlos Mendoza. Pour des raisons de hiérarchie militaire, le colonel Lucio Gutierrez (...) cède aux pressions du haut commandement militaire. Ils se forme alors un triumvirat dans lequel s'incorpore, à côté du dirigeant indigène Antonio Vargas et du juriste Carlos Solorzano, le général Carlos Mendoza.

Deux heures plus tard, après avoir désarmé et mis en prison les principaux dirigeants militaires qui avaient appuyé l'insurrection, le général Carlos Mendoza présente sa démission à la Junte de Sauvetage et donne son poste au vice-président de Mahuad, M. Gustavo Noboa.

A 7h35 du samedi 22 janvier, le vice-président Gustavo Noboa assume la présidence de l'Équateur dans le Ministère de la Défense en compagnie du haut commandement militaire, parmi eux le général Mendoza.

A partir de 4h, les dirigeants indigènes se soucient d'expliquer aux centaines de camarades ce qui se passe; ils parlent de la trahison du général Mendoza et insistent auprès d'eux sur le triomphe que représente le renversement pacifique de Mahuad. Les communautés délibèrent et décident de retourner à leurs terres, pour préparer la suite de la lutte qui a connu un grand moment d'espoir et de triomphe dans cette occasion. Les musiciens accompagnent le retour à la maison. Toutes et tous s'en vont avec la décision de retourner, de continuer la lutte, avec cette patience infinie qui est le patrimoine de nos peuples.



Reportage sur les lieux

Mariúcha Fontana et Antonio Ferreira - dirigeants du PSTU (Brésil)

Le 20 mars ont débarqué à Quito Antonio Ferreira, Président du Syndicat des Métallos de São José dos Campos (São Paulo, Brésil) et Mariúcha Fontana, de la direction du PSTU et du journal Opinião Socialista. Ils ont voulu accompagner de près les manifestations du 21 mars - convoqués pour commémorer l'insurrection du 21 janvier et pour exiger la liberté des militaires en prison. Ils ont voulu connaître les organisations du mouvement de masses équatorien, apporter la solidarité à leur lutte et aussi évaluer et connaître la situation du pays après l'insurrection du 21 janvier.

Un petit pays, pauvre et poétique, vit une révolution. L'insurrection populaire du 21 janvier a été une grande répétition générale des indigènes et de l'ensemble du mouvement de masse équatorien.

La révolution "arc-en-ciel" continue, même si elle a perdu le pouvoir le 21 janvier. On prépare une nouvelle insurrection qui, cette fois-ci, s'affrontera plus directement contre l'empire.

Très tôt, à une heure du matin, nous avons pris un taxi au petit aéroport de Quito, à la recherche d'un hôtel. Le chauffeur manifestait déjà les symptômes de rébellion et d'indignation contre la situation dans le pays, contre le gouvernement de l'ancien vice-président de Noboa qui a 80% de la population contre lui. Il nous faisait savoir que les chauffeurs de taxi ont fait une grande grève et des manifestations parce que la monnaie équatorienne - en voie d'extinction - s'est dévalorisée brutalement face au dollar, les salaires étant congelés et les mensualités à payer pour la voiture étant libellées en dollars. Un dollar vaut 25 mille sucres. Le trajet coûtait 2 dollars, pratiquement rien et beaucoup pour eux, mais très peu pour payer l'amortissement de la voiture.

La ville était endormie le long du trajet, les rues vides. On finit tôt la journée à Quito et la nuit est froide à presque 3 mille mètres d'altitude sur la Cordillera de los Andes. Sur la ligne de l'équateur, la température varie de manière imprévisible. A midi, il fait chaud avec 20 degrés et le soleil à la verticale brûle, mais le moindre nuage fait descendre la température en dix minutes.

Quito se trouve là haut, au milieu des Andes, entouré par des montagnes et des volcans encore plus hauts. Le 'vieux' Pichincha - un volcan inactif et impassible - est un point de référence pour toute la ville. Son 'agagua' (fils) est actif et rugit de temps en temps avec des vents chauds et des traînées de fumée et de pierres. Sa bouche est orientée dans la direction opposée à la ville et sa lave se transforme en cendres, boue et pierres qui se jettent dans un lac sur les côtes de Quito. Mais lors de ses éruptions, un nuage énorme se dessine sur la ville - tel le champignon d'une bombe atomique - avec une pluie de cendres.

La nature, et le respect de la mystique indienne le concernant, propre à leur vision cosmique, à leur philosophie, à leur culture ancestrale, en dépit de la colonisation d'abord espagnole et catholique et maintenant nord-américaine, s'imposent comme un trait culturel fondamental et qui pénètrent les symboles de la révolution, qui est - objectivement et inconsciemment - anti-impérialiste et anti-capitaliste. Cette révolution, ayant les indigènes comme avant-garde, s'appelle la Révolution de l'arc-en-ciel.

L'empire montre son vrai visage ... et ses griffes.

Le matin du 20 mars nous nous promenons en ville à pied, à la recherche des organisations du mouvement populaire. Nous voulons rencontrer la Conaie et connaître le Parlement des Peuples. Nous voulons en savoir plus sur la manifestation du lendemain. Nous voulons, surtout, trouver une réponse à ce qui inquiète toute l'avant-garde brésilienne: après l'échec pour imposer le pouvoir lors de l'insurrection du 21 janvier, y a-t-il eu une défaite du processus révolutionnaire dans son ensemble, ou non?

Nous passons la journée du 20 à lire toute la presse bourgeoise du pays et à flâner en ville, bavardant avec ses habitants, les chômeurs, les étudiants et les professeurs qui sortent de l'école.

La presse, la télévision, les librairies, les conversations avec des secteurs de l'intellectualité font état des progressions de la dolarisation mise en place par le gouvernement, le projet Trolley II. Quelques points seulement d'un projet qui en compte plus de 80 n'ont pas encore été approuvés par le Congrès. L'émissaire du FMI et un Secrétaire d'état du gouvernement des EE.UU. se trouvent dans le pays pour mettre au point chaque virgule du projet. Ils proposent ouvertement - en présence de tout le peuple par les moyens de communications interposés - de changer un terme, d'arranger tel article, de changer un mot, et ils rédigent en collaboration directe avec le gouvernement et le Congrès le plan de dolarisation.

Il n'y a pas que le FMI pour gérer directement - et physiquement - tout le projet économique. Un Secrétaire d'état des EE.UU. et adjoint spécial de Clinton se trouve dans le pays pour accompagner politiquement tout le développement. Le Pentagone, la CIA et le DEA son physiquement présents au pays. Le Pentagone offre ses services au Haut Commandement de l'Armée pour la répression contre les militaires "insubordonnés" et pour la "réforme" de l'Armée. Ils ont récupéré le Centre d'Intelligence de l'Armée qui avait appuyé l'insurrection et ont changé tous ses membres par des gens de confiance du Haut Commandement. La CIA scrute l'Armée et les organisations populaires. Les dirigeants de la Conaie et du CMS reçoivent des menaces de mort anonymes. Il y a une base militaire installée dans le pays (à Manta) sous prétexte de combattre le trafic de drogue colombien qui passerait la frontière du nord.

La bourgeoisie équatorienne, qui gère le projet colonisateur des EE.UU., s'unifie contre les travailleurs et le peuple. Sa majorité appuie la dolarisation, mais elle s'entre-dévore quand il s'agit de repartir les miettes de la rapine et de la surexploitation et elle orchestre l'immense festival de la corruption - pratique inhérente au système lui-même. La voracité est telle que la bourgeoisie de la côte, de Guayaquil, avance un projet de diviser le pays et de transformer la Côte en une espèce de Singapour.

Le projet de dolarisation, qui devrait être terminé complètement en juin selon les plans, est draconien: il transforme directement l'Équateur en une colonie des EE.UU., avec un appauvrissement encore plus grand de tout le peuple, la rapine sans bornes.

Le projet ne se limite pas à instaurer le dollar américain comme monnaie et à transformer tous les prix en dollars. Il élève aussi 'au niveau international' les prix de tout, surtout des services de base comme le gaz, le gasoil, l'électricité, etc. qui ont encore des prix congelés actuellement. Tout sera privatisé: le pétrole (responsable de 40% des

recettes du budget de l'état), l'électricité, les télécommunications, etc. Le projet mènera aussi à la flexibilisation complète des lois du travail, instaurant le travail et le salaire par heure. Quelqu'un pourra être "contracté" pour 5, 10 12 heures, à un demi de dollar par heure.

Actuellement la crise et la misère sont brutales. Les 57% de la population ne touche pas de salaire. Presque 20% sont au chômage, presque 50% se trouvent dans le marché informel ou le sous-emploi. Les salaires sont congelés et l'inflation atteint 100% en un an. Le salaire minimum est de 53 dollar.

C'est la ruine complète pour les chômeurs, les travailleurs de l'économie informelle, les petits paysans - indigènes ou non.

Il n'est pas étonnant alors que 80% du peuple est contre le gouvernement et contre la dolarisation. Il n'est pas étonnant que le slogan le plus répandu lors de la manifestation du 21 mars était: "Non, non, je n'ai pas du tout envie, d'être une colonie des EE.UU."

21 mars: le contact avec la révolution

Le 21, la population, les travailleurs en grève des services publics, du secteur énergétique, une délégation des travailleurs du pétrole, des indigènes et des paysans non-indigènes se concentrent dans le parc d'El Arbolito, au centre de Quito, pour commémorer le 21 janvier comme un fête nationale et pour exiger la liberté des militaires en prison.

Ce n'était pas une manifestation très nombreuse, comme cela pourrait difficilement être le cas, étant donné que le 21 mars est aussi le jour de l'équinoxe (nouvel an des indigènes).

Plus de trois mille personnes se sont concentrées et ont entrepris une manifestation. Ils se sont dirigés vers deux Tribunaux Supérieurs de la Justice, qu'ils ont envahi et où ils ont laissé deux pétitions: une pour exiger que les militaires en prison et menés devant des tribunaux militaires soient jugés par des tribunaux civils, en même temps que tous les autres dirigeants du mouvement, et en même temps aussi que le Haut Commandement de l'Armée, le vice-président Noboa, et tous ceux qui de l'une ou l'autre forme étaient impliqués au 21 janvier; et l'autre pétition pour exiger que l'état convoque à un Plébiscite sur six points, parmi lesquels la dolarisation, les privatisations, le maintien de Noboa et du Congrès.

La manifestation était très combative, sortait avec force, et avait la conviction d'obtenir par une action populaire les signatures nécessaires pour un Plébiscite. Mais elle était aussi consciente que la justice et le gouvernement ne donneraient pas lieu au plébiscite et que le mouvement devrait alors de toute façon l'organiser pour son compte et à ses risques.

Nous avons rencontré, à l'occasion de cette manifestation, les dirigeants de la Conaie, du CMS, du Parlement des Peuples et beaucoup d'autres dirigeants syndicaux et paysans de l'Équateur ainsi que les femmes des militaires en prison. Cela nous a permis de sentir que la révolution était toujours en route, en dépit du revers vraiment conjoncturel du 21 janvier.

Jusqu'à ce jour, et en dépit des menaces, le gouvernement n'est pas encore parvenu à mettre en prison les dirigeants indigènes et populaires, et n'est pas encore parvenu à

renverser la relation des forces. Les mettre en prison - tous ou leurs dirigeants les plus en vue - aurait simplement comme conséquence un nouveau soulèvement.

En plus, Lúcio Gutierrez - colonel de l'Armée, enfermé dans une prison militaire et dirigeant principal des officiers moyens et des insubordonnés de l'Armée - a fait un discours enregistré dans la prison même, où il défend la légitimité de la rupture de la hiérarchie militaire de l'Armée de terre et la mobilisation populaire en défense de la patrie, contre les corrompus, contre la dénationalisation, glorifiant Bolivar et Sucre.

Le Parlement National des Peuples a été réinstallé vers la fin de l'après-midi dans l'amphithéâtre de l'École Polytechnique. Il ne s'était plus réuni depuis le 21 janvier mais il avait proliféré dans les villes et les provinces à travers tout l'Équateur.

Le double pouvoir: Le Parlement des Peuples, la Conaie et la CMS.

Il y a une croissance et un renforcement spectaculaire des organisations populaires en Équateur. Depuis qu'on a commencé à essayer d'appliquer la recette de l'Accord de Washington au pays, il y a une formidable résistance du mouvement de masse qui a destitué pas mal de présidents et a empêché pratiquement tous les projets de privatisation.

Mais entre-temps, le projet neo-libéral et les vice-présidents qui ont succédé aux présidents n'ont pas chômé non plus. Les conditions de vie vont de pire en pire. Les institutions de la 'démocratie' des riches pourrissent aux yeux du peuple, sont traînés dans la boue, et attaquent continuellement la majorité du peuple au profit d'une poignée de bourgeois. Avec raison le mouvement exige 'dehors tout': dehors le gouvernement, dehors le Congrès, dehors la Justice, dehors le plan neo-libéral.

Nous pourrions utiliser un terme de la violence impérialiste et bourgeoise contre la réaction des travailleurs et du peuple: en Équateur, le peuple ne supporte plus rien et a décrété la tolérance zéro à la misère, à l'exploitation, à la colonisation et à la 'démocratie' autoritaire des riches.

Dans ce processus, la Conaie - qui organise tous les indigènes du pays, c'est à dire, 40% de la population, ses différentes ethnies et nationalités - est aujourd'hui une organisation puissante et très respectée. Les indigènes-paysans sont incontestablement l'avant-garde de la révolution équatorienne en cours.

La CMS - Coordination des Mouvements Sociaux - est une autre organisation avec une croissance géométrique, surtout après le 21 janvier. La CMS, très proche de la Conaie et élaborant avec elle des plans et des actions en commun, organise les secteurs non-indigènes, surtout urbains mais aussi paysans non-indigènes. Elle rassemble des syndicats, des secteurs ouvriers et de services, travailleurs de l'économie informelle, un secteur du mouvement étudiant et aussi du mouvement paysan. Elle s'est développée à la suite de la révolution mais aussi grâce à son activité qui n'a rien d'économiciste, syndical et point à la ligne. C'est un mouvement politique qui coordonne les luttes immédiates mais les subordonne à un mouvement plus général, politique. Pendant notre séjour, un des principaux dirigeants du CMS - dirigeant aussi des travailleurs du pétrole - était poursuivi en justice pour avoir dénoncé durement la corruption dans le chef du ministre responsable pour tous les plans de privatisations du pays. Ils ont fait tomber le ministre le mois passé. Les centrales syndicales traditionnelles perdent leurs

membres et beaucoup de syndicats rejoignent la CMS (la plupart des syndicats du pétrole, du secteur électrique, de la santé et autres).

Le Parlement des Peuples est un organisme de double pouvoir en Équateur. Il est né spontanément à Guamote, un canton indigène très combatif, et ce sont la Conaie et la CMS qui ont proposé de l'élargir au plan national.

Le Parlement est composé de délégués élus dans les quartiers et les communes. Dans les villes sont élus des délégués aux Parlements Provinciaux, qui à leur tour élisent des délégués au Parlement National. La moitié environ du Parlement dans les cantons et les provinces est composée par des représentants paysans (indigènes et non-indigènes), l'autre moitié par les secteurs urbains. Les délégués ont des mandats révocables et peuvent donc être destitués par la base à tout moment. Le vote est réservé aux délégués mais les organisations du mouvement peuvent participer aux discussions. Le Parlement des Peuples a été installé pour la première fois le 11 décembre 1999 et c'est lui qui a appelé à l'insurrection du 21 janvier 2000 pour installer un gouvernement d'union nationale. Du 11 au 21 janvier, le Parlement (s'appuyant aussi sur la Conaie et la CMS) a dirigé le processus insurrectionnel et a fonctionné comme un pouvoir alternatif de fait. En session permanente avec 146 délégués, le Parlement a dirigé tous les pas de l'insurrection et a voté le plan du gouvernement d'unité nationale ainsi que les premières mesures à prendre, et qui effectivement ont été prises pendant les huit heures où il a eu le pouvoir. Pendant les huit heures au pouvoir - un des gouvernements les plus éphémères de l'histoire - la Junte a décrété la fin du projet de dolarisation, la fin du projet des privatisations, le moratoire de la dette extérieure (jusqu'à son rééchelonnement, sa renégociation ou son annulation) et le dégel des économies des gens et l'obligation des banques de les payer.

Le Parlement des Peuples a été désarticulé après le 21 janvier et s'est installé de nouveau le 21 mars. Mais dans les villes, les cantons et les provinces son organisation s'est développée. Silvério, le principal dirigeant du Parlement de Guamote, nous a dit: "après le 21 janvier, il a suffi que la télévision mentionne le Parlement pour qu'il s'organise dans des milliers de villes et envahisse tout le pays".

La réinstallation du Parlement National

Le 21 mars, lors de la réinstallation du Parlement National, occupaient la scène: son pouvoir exécutif (formé par les principaux dirigeants de la Conaie, de la CMS et aussi d'un représentant des militaires insubordonnés), et nous deux, Antonio au nom de la CUT et Mariúcha au nom du PSTU.

La salle était comblée mais des représentants de beaucoup de provinces manquaient: ils participaient aux célébrations sacrées de l'équinoxe. Il y a eu quand même des communications sur la conjoncture et sur la situation du pays et on a ouvert le débat aussi bien sur la situation politique que sur le plan d'actions du mouvement.

Antonio s'est adressé aux participants au nom de la CUT et des travailleurs brésiliens et a manifesté notre appui à la lutte des travailleurs et du peuple de l'Équateur. Il a dit que nous venions non seulement les appuyer mais aussi participer, étant donné que leur lutte était aussi la nôtre, que la lutte des travailleurs et des opprimés de l'Amérique Latine est une seule lutte et que leur victoire serait celle de tous contre l'impérialisme

nord-américain et contre la bourgeoisie. Il a été applaudi. Après la session, des délégations sont venues nous parler et nous ont laissé des cadeaux: les symboles de la révolution.

Le débat a été libre et bien chaud. Plusieurs délégués et régions proposaient d'anticiper une nouvelle insurrection. Un délégué des paysans non-indigènes proposait de prendre le pouvoir ce jour même. La CMS, et beaucoup d'autres ensuite, défendaient d'anticiper le Référendum y de fixer des délais impératifs. Ils ont eu gain de cause. Pendant la session, d'autres secteurs ont fait acte de présence. Une délégation de fonctionnaires de la santé, en grève, avec le président du syndicat à la tête, demandait la parole et déclarait qu'ils étaient là pour faire ce que le Parlement voudrait bien décider. Un autre secteur, orné du distinctif d'une banque que le gouvernement venait de renflouer, entraînait au son des slogans, demandant l'appui pour leur lutte.

La session a duré presque trois heures, un événement agité où même les dirigeants ne contrôlaient pas tout, un pêle-mêle dans le bon sens du mot.

La division de l'Armée... nous étions à Guamote sans profiter de la fête.

Le vendredi 24 mars nous avons visité Guamote, le coin indigène où est né le premier Parlement des Peuples. Le Parlement y est un double pouvoir de façon permanente, il démet les préfets, les délégués etc. qui ne suivent pas ses consignes. A Guamote, le Parlement décide de tout, du budget à 100%, où et quand réaliser des travaux publics, comment organiser l'utilisation des tracteurs dans les communes indigènes, etc. Le Parlement y commande et les institutions ont décidé de le respecter pour éviter d'être démis après deux ou trois jours.

Guamote, dans la province de Riobamba, se trouve à une hauteur encore plus élevée que Quito. Fernando, un dirigeant des travailleurs du pétrole et de la CMS, et Ariedna, sa femme, qui prête secours au mouvement indigène de la région, nous ont accompagné. Nous avons traversé la province de Quitopaxi où se trouve le terrible volcan en activité, Tunguraua, terrible pour son pouvoir de destruction.

Nous sommes arrivés le vendredi soir pour repartir le samedi matin à Guamote. Nous avons visité des communes indigènes, nous avons rencontré Silvério, nous avons mangé des fruits inconnus et nous avons promis de retourner le lendemain.

Ce qui nous a fait perdre l'occasion de participer à la fête d'anniversaire du colonel Lúcio Gutierrez, qui a réuni plus de 150 personnes à l'intérieur même de la prison, buvant, chantant et dansant jusqu'à l'aube.

C'est un signe, à sa manière, de que la révolution est bien en route. La division à l'intérieur de l'Armée donne une force terrible au mouvement et la "fête" du colonel Lúcio Gutierrez donne la mesure de la corrélation de forces en Équateur.

L'insurrection, c'est à dire, la mobilisation des masses et, cela va de soi, les attaques de l'impérialisme contre le pays, ont provoqué des fissures dans l'Armée. Plus de 65% de l'Armée est passé du côté du peuple. La base de l'Armée et les officiers moyens se sont rebellés et des régiments entiers (dont la base est populaire et indigène) se sont mis aux ordres de l'insurrection et du Parlement des Peuples.

Entre-temps, le 'démontage' du 21 janvier a été orchestré par le Haut Commandement, sous l'orientation des EE.UU. Avec comme prétexte le respect à la hiérarchie, il

est parvenu à ce que Lúcio Gutierrez cède sa place au général Mendoza, qui par la suite, quelques heures après, a renoncé pour laisser la place au vice-président Noboa, comme le voulait l'ambassade des EE.UU. Lúcio a capitulé et la Conaie aussi avait des illusions dans le Haut Commandement de l'Armée. Si le Parlement des Peuples, la Conaie, la CMS et, surtout, la directions des officiers moyens auraient dit aux régiments rebelles de s'emparer du Haut Commandement et de marcher sur Quito - ce qui était leur proposition - le pouvoir se serait probablement installé, ou une guerre civile aurait éclaté dans le pays.

En réalité, en dépit de la présence du Pentagone et de la CIA, l'Armée continue avec ses fissures, de haut en bas. Les militaires en prison - une prison militaire - ne peuvent sortir à la rue mais reçoivent des visites continuellement et continuent à organiser l'Armée à l'intérieur, et se donnent même le luxe d'organiser des fêtes avec tout le mouvement à l'intérieur de la prison.

Pablo Moncayo, un militaire qui soutient le programme de la Conaie et qui était du côté du Parlement des Peuples le 21 janvier (et qui n'est pas en prison) vient de gagner les élections pour la préfecture de Quito.

Les limites du programme et de la direction

La direction du mouvement a le grand mérite de miser tout sur l'action directe, de s'opposer de front à l'actuel 'état de droit' et aux institutions bourgeoises, de détecter que la révolution doit venir d'en bas et que la bourgeoisie équatorienne est donc incapable d'inverser la logique du projet impérialiste. Elle a aussi le mérite sans précédent de miser sur un projet insurrectionnel et la formation d'un double pouvoir.

Mais son programme ne va pas au delà d'une révolution démocratique dans les limites du capitalisme. La direction propose et développe un pouvoir alternatif réel, provoque des fissures à l'intérieur de l'Armée, mais entre-temps, son objectif est de reconstruire une nouvelle institutionnalisation bourgeoise, une économie de marché (mixte, mas de marché) et elle a l'illusion de pouvoir imposer une insertion souveraine dans la globalisation, qu'elle mènera des négociations avec le FMI, l'ONU, etc.

En réalité, la direction ne propose pas tout le pouvoir au Parlement des Peuples. Elle propose d'instaurer, par la voie révolutionnaire, un nouveau gouvernement de Sauvetage Nationale qui doit convoquer une Constituante et gouverner avec un nouveau Congrès et des secteurs de la bourgeoisie qui ne sont pas corrompus.

Cet objectif peut faire échouer une nouvelle insurrection, comme au 21 janvier quand ils avaient des illusions dans le Haut Commandement de l'Armée. Ils peuvent même rester à mi-chemin à propos de la nouvelle insurrection à partir de la victoire aux élections communales qui ont eu lieu en mai cette année, et finalement - sans le vouloir - laisser le temps à l'impérialisme et la bourgeoisie d'organiser mieux la contre-révolution.

De toute façon, il y a une révolution en marche en Équateur, avec double pouvoir, et le monde - surtout l'Amérique Latine - ne peut pas rester à l'écart d'elle. Il y a de grandes possibilités d'autres 21 janvier et les travailleurs du monde entier doivent dresser un mur de solidarité à la révolution équatorienne.

Mandat du Parlement des Peuples de l'Équateur pour le Sauvetage National

Voici quelques extraits du programme des organisations de masse équatoriennes, préparé quelques jours avant l'insurrection de janvier 2000.

CONSIDÉRANT

QUE le modèle économique et politique appliqué par les gouvernements ces vingt dernières années a semé la pauvreté, l'insécurité, l'angoisse et la démoralisation des foyers en ville et à la campagne. Ce vieux modèle a provoqué la concentration de la richesse dans les mains d'un petit groupe de banquiers et de familles puissantes et a généré une fausse démocratie liée à ces intérêts.

QUE les banquiers et politiciens corrompus ont laissé le pays en chute libre ... La corruption et l'impunité ont corrompu les bases de l'économie, la morale la justice et la politique. Que les responsables du démantèlement du pays ont séquestré la démocratie et ont converti le Congrès National en un antre de leurs pactes pervers, leurs concilia-bules et négociations personnelles avec les sacrées ressources de l'État, politisant le système judiciaire et instaurant l'impunité pour les puissants; y compris la mise en péril de la souveraineté et l'unité nationale.

QUE, le principal responsable actuel est Jamil Mahuad, même si la crise est en train de s'aggraver depuis déjà deux décennies. Le président a préféré courir au secours des banquiers corrompus et des entreprises transnationales non efficaces qui avaient financé sa campagne électorale, plutôt que répondre aux intérêts sacrés de la nation. Que l'incapacité du Président a mené, de façon perverse, l'Équateur à la banqueroute économique et morale, a semé le chaos économique avec la dévaluation sans bornes et le fantasme de l'hyperinflation, pour en finir avec le coup de grâce de la dolarisation de l'économie et la privatisation du patrimoine national, tout cela avec la complicité et la responsabilité conjointe du Congrès National et du Pouvoir judiciaire.

QUE les responsables de cette débâcle nationale ne peuvent rester à la tête du pays... Le changement de noms du Président par le Vice-président ou par le président du Congrès national, ainsi que l'appel anticipé à de nouvelles élections ne sont d'aucune manière une solution. L'expérience de février 1997 a démontré au peuple équatorien que les politiciens ont utilisé l'énergie du peuple pour mettre à l'Exécutif un autre représentant de sa propre écurie. Ils ont confisqué la rébellion civile et réédité l'adage d'Eugenio Espejo: "Dernier jour de despotisme et premier jour du même".

QUE tout au long de l'histoire l'Armée a joué un rôle important en défense des intérêts nationaux et du peuple équatorien, et que le moment actuel réclame sa participation directe pour soutenir les décisions des peuples de l'Équateur.

Dans l'exercice du pouvoir accordé par la souveraineté populaire et dans l'exercice de la démocratie authentique, le Parlement National des Peuples de l'Équateur

DÉCIDE

1. Convoquer les peuples de l'Équateur à un SOULÈVEMENT GÉNÉRAL pour révoquer le mandat du gouvernement présidé par le Dr. Jamil Mahuad et du Congrès

National, et pour la dissolution de la Cour Suprême de la Justice, afin d'ouvrir la voie vers une DÉMOCRATIE AUTHENTIQUE des peuples de l'Équateur, qui représente les indiens, les noirs, les métisses, les femmes et les hommes travailleurs, les patriotes civils et militaires, les chrétiens et croyants compromis, les entrepreneurs honnêtes, les différentes régions et provinces du pays...

2. LE PARLEMENT DES PEUPLES DE L'ÉQUATEUR ASSUME LES PLEINS POUVOIRS POUR DÉCIDER DE LA NOUVELLE ORIENTATION ÉCONOMIQUE, POLITIQUE, ADMINISTRATIVE ET MORALE DU PAYS.

3. Construire une NOUVELLE RÉPUBLIQUE DES PEUPLES DE L'ÉQUATEUR, par l'application des OBJECTIFS et POLITIQUES suivants de gouvernement: EXTIRPER COMPLÈTEMENT LA CORRUPTION ET L'IMPUNITÉ DU SECTEUR PUBLIC ET PRIVÉ.

Suspension immédiate du sauvetage bancaire et récupération des fonds des banquiers corrompus, moyennant l'embargo sur leur patrimoine, et accélérer la fin du gel des fonds.

Formation de tribunaux de justice spéciaux et publiques pour juger les responsabilités éthiques, civiles et pénales des banquiers et des politiciens corrompus.

NOUVELLE ÉCONOMIE

Promotion d'une économie mixte de marché solidaire où participent: l'initiative privée avec responsabilité sociale, éthique et de l'environnement; un État fort, efficient et moderne pour garantir et contrôler l'économie...

Formulation d'un nouveau budget de l'État centré sur le développement productif et social... L'Exécutif doit rendre compte de l'exécution du budget devant le Parlement des Peuples de l'Équateur, tous les six mois.

Récupération des capitaux prêtés par l'État au secteur privé.

Optimisation de la justice tribunaire: celui qui a plus et gagne plus doit payer plus; renforcement des impôts directs; châtement exemplaire aux trafiquants de monnaie étrangère. Traitement différentiel aux commerçants de détail, artisans et petits agriculteurs.

Moralisation, transparence, dépolitisation et développement avec des critères techniques des douanes, sous contrôle publique avec soutien de l'Armée.

Transformation, modernisation et aucune privatisation des biens, entreprises et services publics. Participation des investissements privés dans de nouveaux projets au profit du pays et avec garanti juridique pour les investisseurs.

PAIN AVEC DIGNITÉ, EMPLOI ET SOINS DE SANTÉ POUR TOUS

Plans massifs d'emplois, générés par le renforcement de l'agriculture, la construction et la petite industrie.

Plan national d'emploi productif de la famille, à charge de l'Armée.

Contrôle des prix et des tarifs des services publics, gaz, combustible et médicaments. Établissement de tarifs différentiels en faveur des secteurs les plus appauvris.

NOUVELLE DÉMOCRATIE ET REFORME DE L'ÉTAT

Instauration d'un État plurinational, unitaire, démocratique, décentralisé, transparent et équitable.

Instauration d'une Junte de Gouvernement, un Conseil d'État et des Parlements provinciaux et national qui soient l'expression et la représentation des peuples, secteurs sociaux, régions et provinces du pays.

Coparticipation de l'Armée dans le développement intégral du pays.

SÉCURITÉ HUMAINE

Moralisation et réforme de la Police Nationale.

Alliance entre les producteurs paysans et les organisations sociales pour garantir la sécurité alimentaire.

ENVIRONNEMENT SAIN ET ÉQUILIBRE ENTRE SOCIÉTÉ ET ENVIRONNEMENT

Établissement d'une norme de protection intégrale des droits des peuples natifs établis dans les zones d'influence et des écosystèmes, où se réalisent les activités économiques de faible, moyen ou grand impact sur la société et le milieu, comme condition incontournable pour les contrats entre l'État, les entreprises publiques, communautaires et privées.

Introduction d'une qualification écologique comme condition pour l'investissement et la production, aussi bien à la campagne comme en ville.

Exigence du payement de la dette écologique comme forme de réduction de la dette extérieure.

UNITÉ LATINO-AMÉRICAINNE ET POLITIQUE INTERNATIONALE SOUVERAINE

Des initiatives pour que les processus d'intégration latino-américaine ne se réduisent pas à des accords commerciaux, mais englobent les différents aspects de la vie économique, culturelle, politique et sociale de nos peuples.

Soutien aux différentes initiatives de démocratisation et de réforme des organismes internationaux, FMI, Banque Mondiale, ONU, OEA, afin d'arriver à un ordre mondial plus équitable.

Ces résolutions exigent la participation et le sacrifice de tous ceux qui ont foi dans la refondation de la République. Nous appelons tous les hommes et femmes honnêtes à participer dans ce grand EFFORT DE SAUVETAGE NATIONAL.

Nous appelons les pays latino-américains et les organismes internationaux à être témoins et à respecter cet effort de reconstruction économique, politique et morale de notre Patrie.

*Écrit dans la ville de San Francisco de Quito,
district métropolitain, le 11 janvier 2000.*

Antonio Vargas
Président de la Conaie

**"Notre faiblesse a été de ne pas avoir pris
rapidement la Présidence"**

Un interview à Quito - mars 2000.

Les questions ont été formulées par Mariúcha Fontana et Antonio Ferreira

Quelle est la situation après l'insurrection du 21 janvier ? Y a-t-il eu une défaite ?

Antonio - Non, on n'a pas perdu. L'ennemi a souffert une défaite. Du 21 jusqu'à maintenant, il y a un réveil du peuple équatorien. Beaucoup de gens pensaient que le 21 janvier n'allait jamais avoir lieu, ce n'était qu'un songe. Pour beaucoup de gens qui participent à la lutte depuis des années, cela paraissait une utopie, un suicide. Abattre tous les pouvoirs de l'État représentait beaucoup, était difficile. Mais nous avons dit que si, que s'était possible.

Alors, à partir du 21 a eu lieu un grand réveil, une grande unité entre les secteurs sociaux et du mouvement indigène. Je pense que de grands changements sont en cours, et du point de vue politique, il y a eu un choc dans la classe politique en Équateur. C'est un problème national. Et c'est un choc aussi au niveau international. Il y a le problème de la dette extérieure et d'autres problèmes qui pourraient bien s'étaler sur toute l'Amérique Latine. C'est ce que disent les ambassadeurs et ils en ont peur. Nous pensons que cela va continuer. Les problèmes deviennent de plus en plus graves, le gouvernement continue avec les privatisations, avec sa dolarisation.

Le peuple indigènes, uni aux mouvements sociaux, fera une autre insurrections à bref délai ?

Antonio - Je ne peux rien affirmer sur la date d'une insurrection. Cela peut être demain, peut-être. La situation change à tout moment. C'est une caractéristique du mouvement indigène. Depuis les années 90 jusqu'à nos jours, il y a eu des insurrections. Dans ces insurrections, le mouvement développe une conscience nationale. Avant, il s'agissait seulement d'indigènes, du peuple indigène, mais maintenant il y a une prise de conscience du fait que la lutte n'est pas seulement pour les indigènes mais pour tout l'Équateur. Nous avons quelques problèmes parce que les secteurs sociaux proposent des arrêts de travail de 24 heures, de 48 heures, mais nous ne sommes pas d'accord avec cela. Si nous allons à la lutte, c'est pour aller jusqu'à atteindre l'objectif. C'est ce qui a été la raison de notre succès. Il y a eu des soulèvements de 22 jours, de 15 jours. Cette fois-ci c'était de 12 jours. Si la prise de Quito avait été faite par les secteurs sociaux, cela aurait été intéressant. La prise a été faite par les indigènes, qui ont parcouru tout le pays pendant plusieurs jours. Notre objectif était d'avoir quelques 200 mille indiens ici, mais nous n'en avons qu'environ 20 mille, parce qu'il y a eu une répression en ces jours. Beaucoup de secteurs n'étaient pas convaincus de ce qui allait arriver. Si tout le peuple de Quito se serait insurgé, cela aurait été beaucoup plus vite.

Vous avez mis en question tous les pouvoirs, le législatif et l'exécutif ? Il nous paraît que ce qui était en jeu était le pouvoir... Vous, le Parlement des Peuples, la Conaie, la CMS, tous luttent pour le pouvoir, n'est ce pas ?

Antonio - Nous avons attaqué les trois pouvoirs de l'État, parce que la corruption y réside. Nous ne voulons pas seulement prendre le pouvoir. On peut prendre le pouvoir, mais nous voulons changer un système beaucoup plus à longue échéance, en ce qui concerne l'économie, le social, le politique. Nous avons avancé dans certains domaines intéressants pour le peuple indigène, mais il n'y a pas de démocratie participative, et sans une démocratie participative, celui qui détient le pouvoir économique commande.

Quelles leçons tirez-vous du 21 janvier, en ce qui concerne le Haut Commandement de l'Armée ? Vous étiez quand même sur le point de réaliser la prise du pouvoir.

Antonio - Le problème de la corruption a été analysé à l'intérieur de l'Armée. Nous avons eu des contacts, surtout avec les colonels, et nous avons parlé aussi avec certains généraux et plusieurs fois nous avons été au Commandement pour leur dire qu'il y a un problème avec la corruption et nous leur avons demandé d'assumer un gouvernement de sauvetage national, non une dictature militaire. Il y avait deux alternatives. Ou bien les généraux assument, ou bien les colonels. Mais les généraux s'en tenaient à la constitution. Ils ne voulaient pas bouger parce que les gens étaient dans la rue. Et alors, les colonels ont avancé, spécialement Lúcio Gutierrez. L'École Polytechnique de l'Armée de Terre et l'Académie de Guerre les ont rejoint et soutenu le processus. Il s'agit de 400 personnes, entre colonels et lieutenants colonels. 99% des colonels et hiérarchie inférieure étaient avec le processus. Le colonel Gutierrez avait un discours musclé, proposant un changement profond. Nous avons donc beaucoup de concordances dans nos discours. La seule alternative était la mobilisation des peuples indigènes avec les militaires. Ce qui s'est fait. Et Lúcio Gutierrez a donc assumé de mettre en route le gouvernement de sauvetage national. Le problème est que, lorsque nous nous sommes dirigés vers le Congrès, les généraux ont été à la Présidence. Notre faiblesse a été de ne pas avoir pris rapidement la Présidence. Après des heures de discussion, les colonels ont dit : le général Mendoza fait partie de ce processus et peut donc assumer la Présidence. Mais ce n'était pas le cas.

Alors, le général Mendoza ne faisait pas partie de ce processus ?

Antonio - Non. Avant, il y était. Nous avons parlé avec lui de tout cela. Lúcio Gutierrez était l'assesseur de Mendoza. Mendoza savait ce qu'allait faire les indiens et ce qui allait arriver. Les généraux avaient pris l'engagement de respecter les colonels, de respecter le processus, de respecter le peuple. Mais après, cela a échoué, ils n'ont pas tenu parole.

Pablo Iturralde

Coordination de Mouvements Sociaux

"Le Parlement des Peuples est l'organisme suprême de décision"

Un interview à Quito - mars 2000.

Les questions ont été formulées par Mariúcha Fontana et Antonio Ferreira

Racontez-nous un peu à propos de la CMS

Pablo - La CMS, comme coordination, a vu le jour à la moitié de l'an 1995, dans le cadre de deux luttes menées en cette année. Une de ces luttes était celle des Enchaînés de l'oléoduc, contre la privatisation du pétrole, dirigée par les travailleurs du pétrole mais avec la participation d'autres secteurs sociaux. Mais la CMS a réellement pris forme, comme projet national, à l'occasion du référendum organisé par Sixto Durán Ballén en novembre 1995. Après la défaite qu'on lui a infligé en juin ou juillet de cette année, avec la lutte des Enchaînés de l'oléoduc, Sixto Durán Ballén a organisé un référendum avec huit questions. Le contenu des questions était la privatisation de tout: pétrole, électricité, télécommunications, prévoyance sociale, aéroports, havres, autoroutes, etc. L'autre partie concernait la flexibilisation du travail et comment poser des limites à l'organisation des travailleurs, interdire la grève et imposer des conditions plus dures pour la structuration des syndicats et des comités d'entreprise. A ce moment apparaît la Coordination, avec beaucoup de force, et dirige la campagne pour le NON au référendum.

Alors, la Coordination est formée à partir des travailleurs du pétrole ?

Pablo - Il s'agit de plusieurs secteurs. Voyons, depuis 1990 nous avons la première insurrection indigène, en mai/juin 1990. A cette occasion, différents secteurs sociaux s'organisent en soutien à la lutte indigène, l'occupation de l'église de San Francisco qui a été le détonateur du mouvement, le blocage des routes et les actions d'occupation dans les villes, par le mouvement indigène. Il y avait des situations de ce genre dans les villes les plus importantes de la sierra centrale. Elles étaient occupées par 25 mille, 30 mille, et même jusqu'à 45 mille indigènes. Ces occupations étaient impressionnantes et elles étaient soutenues par les organisations sociales.

Quel genre d'organisations sociales ?

Pablo - Des fonctionnaires, surtout dans le domaine énergétique, qui n'ont jamais rejoint les centrales syndicales, considérées trop bureaucratiques. Des organisations de base d'église, de la théologie de la libération, de l'église des pauvres. Des mouvements chrétiens de jeunesse, des organisations de quartier des quartiers populaires, de voisins. Des organisations de femmes : la Coordination Politique de Femmes et d'autres organisations de femmes, les Femmes pour la Démocratie, les Femmes en Lutte pour la Vie, etc. La Sécurité Sociale Paysanne, qui a des bases indigènes et aussi des bases non indigènes sur la côte équatorienne. Certaines organisations de travailleurs du secteur privé, comme la Fetim, des métallos. Des organisations d'étudiants comme les camara-

des de la Polytechnique de l'Équateur, quelques facultés de l'Université Centrale ou des collèges. Des organisations de Droits Humains. Des organisations écologiques. Et même des ONG liées à des projets de développement avec des organisations populaires. Voilà un peu le projet que nous sommes en train de mettre sur place depuis 1990 et qui s'est manifesté dans les Enchaînés de l'Oleoduc et plus tard dans le référendum de 1995. En plus, quand apparaît la Coordination, la Conaie en fait partie. Il s'agit donc d'une articulation de tous les secteurs sociaux qui sont en lutte et qui accumulent des forces depuis le début de la décennie des 90.

Quelles sont les principales catégories en lutte ?

Pablo - Les fonctionnaires, surtout dans le domaine de l'énergie. Les travailleurs du pétrole sont 4 500. On pourrait dire que c'est peu, mais paralyser le pétrole est très important. C'est le cœur du pays. De même pour les travailleurs de l'électricité. Un autre secteur très important est celui de la Sécurité Sociale Paysanne. Nous avons une base rurale paysanne qui est en relation avec la Conaie. Dans les communautés de la Conaie, beaucoup sont affiliés à la Sécurité, qui a des Comités de base. La Sécurité Paysanne a 2 700 comités de base, qui organisent 1 200 000 personnes.

Évidemment, on ne mobilise pas toutes ces personnes. On aurait tort de l'affirmer. Mais on en mobilise une bonne partie. Un autre secteur important s'est rattaché à la Coordination il y a un an: les commerçants de détail, qui se mobilisent parce que le gouvernement veut appliquer des impôts directs sur le commerce informel, le commerce autonome, les vendeurs autonomes du pays. Ce secteur dispose d'une grande capacité de mobilisation : ils paralysent les marchés, les foires et créent une hécatombe dans les villes. C'est un troisième secteur, dont on pourrait dire qu'il a une importance stratégique. Puis il y a les secteurs de moindre envergure, dont les comités de quartier. La Confédération des Quartiers de l'Équateur, avec 46 fédérations de second degré, dans près de trente villes du pays, fait partie de la Coordination.

Quelle est la relation de la CMS avec le Parlement des Peuples ?

Pablo - Pour commencer, la formation du Parlement a été une décision de la Conaie, qui ensuite a été approuvée par tous. La proposition du Parlement a été avancée de façon très intelligente par les camarades indigènes. Quand ils nous ont fait la proposition, nous avons dit : voilà ce qu'il faut, on fonce ! Donc, la convocation du Parlement a été une convocation conjointe. Et là encore, la Conaie a proposé, par souci d'hégémonie, d'ailleurs correct, de former d'abord des parlements indigènes pour mettre en avant en premier lieu la composante indienne, et de former ensuite les parlements des peuples.

Nous sommes entré directement dans le Parlement des Peuples, d'abord surtout dans les provinces où il n'y a pratiquement pas de population indigène ou dans lesquelles la population indigène est immigrante, comme sur la côte équatorienne. Les parlements sont un espace pour s'articuler dans la perspective du pouvoir, dont les fonctions fondamentales sont légiférer, administrer la justice, fiscaliser et exécuter. C'est ce qu'ont fait les parlements lors de la conjoncture du 21 janvier : ils se sont constitués de cette façon dans leurs juridictions territoriales respectives. Les parlements de canton dans leurs cantons, les parlements de province dans leurs provinces, le national pour l'ensem-

ble du pays. Les structures politiques ou de parti ne participaient pas à ce niveau. Elles peuvent participer, mais comme parlementaires ou observateurs, avec voix mais sans droit au vote. Le Parlement est un espace d'ample unité de secteurs sociaux organisés. Ils sont fondamentalement populaires mais aussi avec des universitaires, des syndicats de profession, certaines organisations d'entreprises ou de petits et moyens entrepreneurs. Le parlement est l'organisme suprême de décision.

La dolarisation

dont il est question dans ces interview et articles est mise en pratique par la loi "Trole II" ou plus précisément "Loi sur la Transformation Économique de l'Équateur", publiée dans le Bulletin Officiel n° 33 du 13 mars 2000. Voici les "Considérations" qui introduisent cette loi:

Considérant:

que par mandat de l'article 242 de la Constitution politique de la République, le système économique doit assurer aux habitants une existence digne et des droits et opportunités égaux pour avoir accès à l'emploi, aux biens et services et à la propriété des moyens de production;

que pour arriver à cet objectif, il est indispensable d'adopter des mesures radicales qui nous permettent de surmonter la crise économique que souffre le pays;

que, dans les circonstances actuelles, la libre circulation du dollar des États Unis d'Amérique est le seul schéma qui s'adapte aux besoins de l'économie nationale et permettra de résoudre les problèmes auxquels elle doit faire face;

qu'il est donc nécessaire d'introduire des réformes dans la loi sur le Régime Monétaire et la Banque de l'État et dans d'autres lois qui touchent la matière;

que le nouveau schéma monétaire exige, en plus, des changements substantiels dans les domaines de la télécommunication, l'électricité et les hydrocarbures afin d'attirer des investissements étrangers et de réactiver l'économie nationale;

qu'est indispensable, en plus, une réforme du travail qui assure l'accès aux emplois et la compétitivité des entreprises nationales;

et, dans l'exercice de ses attributions constitutionnelles ...

Par "changements substantiels dans le domaine de la télécommunication", par exemple, il faut comprendre: "Tous les services de télécommunication seront offerts dans le régime de la libre concurrence" (art. 58). Idem pour l'électricité (art. 50 - 56) et le pétrole (art. 46 - 49).

Par "réforme du travail" il faut comprendre, par ex., la mise en place du travail par heure: "Les contrats par heure sont ceux par lesquels les parties se mettent d'accord sur la valeur totale pour chaque heure de travail. Ce contrat peut se faire pour n'importe quel type d'activité. Les parties peuvent librement mettre fin au contrat. ... La valeur minimum à payer pour chaque heure de travail pendant l'année 2000 sera de 0,50 dollar des États Unis d'Amérique... ce qui comprend tous les bénéfices légaux." Et suivent des dispositions qui exemptent les patrons de certaines obligations vis à vis de la Sécurité Sociale. (art. 85).

Salvador Quishpe Dirigeant d'Ecuarunari

"Personne va nous imposer des limites"

Un interview à Quito - mars 2000.

Les questions ont été formulées par Mariúcha Fontana et Antonio Ferreira

Tout indique qu'en janvier les indigènes étaient la principale force de mobilisation. Comment êtes vous arrivés à avoir une politique pour l'ensemble de la population ?

Salvador - C'est un processus qui a commencé pratiquement il y a vingt ans, mais cela fait 50 ans que le mouvement s'est réorganisé en Équateur. Effectivement, en ce moment la Conaie et Ecuarunari sont devenus la première force de mobilisation, la première force de fiscalisation, de réorientation du pays sur le plan économique et politique. Mais il s'agit d'un travail de longue haleine. Un travail d'ensemble surtout, avec beaucoup de communautés. Et c'est ici que le fait d'être indigène joue un rôle très important.

En premier lieu, nous avons des principes qui nous unissent comme indigènes, nous avons une nationalité. Les indigènes de la côte équatorienne et ceux de l'Amazonie équatorienne sont différents, mais il y a un élément qui les unit, qui est de principe, le fait d'être d'ici, de cette terre, natif. Nous sommes passés par des problèmes historiques qui, bien que différents, sont très proches l'un de l'autre, comme le mauvais traitement infligé à l'indien. Nous avons aussi des objectifs en commun. Et tout cela a fait que, d'un côté, nous avons commencé à voir comment nous pouvons coordonner les activités entre indigènes, étant donné que nous vivons, culturellement, dans un environnement communautaire. Il y a beaucoup de communication entre tous les indiens, même si les uns vivent au nord et les autres au sud de l'Équateur. Il y a beaucoup de communication. Nous ne disposons pas de moyens comme la radio, la télévision, la presse, qui sont très limités pour nous. Mais nous disposons d'un autre élément : le fait de se communiquer oralement les choses l'un à l'autre, ce qui est très beau. C'est de cette façon que notre organisation s'est consolidée.

Actuellement nous disposons d'une structure au niveau national. Nous avons des piliers, comme Ecuarunari qui est très fort. Nous sommes convaincu que c'est le pilier le plus fort de la Conaie.

Ecuarunari est l'organisation des indigènes de la sierra qui se trouvent dans la Conaie ?

Salvador - Oui, et c'est pour cela que nous nous considérons comme une organisation nationale, mais nous respectons la Conaie parce qu'elle a réuni toutes les nationalités. Et la nationalité Quechua en est une, la plus grande d'ailleurs. La Conaie est donc la Confédération des Nationalités Indigènes et nous sommes la Confédération des Peuples Quechua de l'Équateur mais nous sommes présents dans tout le pays. À l'intérieur d'Ecuarunari il y a aussi les organisations de base, les fédérations. On y trouve l'union d'organisation des travailleurs de la canne à sucre, le mouvement indigène de

Cotopaxi, du Chimborazo, de toutes les provinces, de Bolívar. Elles s'unissent toutes pour former l'Ecuarunari. Mais d'autre part, ces organisations provinciales ont aussi leurs petites organisations, des paroisses, des communautés plus petites. Et ce qui nous intéresse le plus, ce n'est pas la force de la Conaie comme tel, mais la force de l'organisation communautaire, un groupe de toutes les familles qui vivent dans une communauté, 15 mille familles peut-être. Voilà ce qui est important, la solidité de l'union à l'intérieur d'une communauté. Une communauté unie a comme résultat automatique une Conaie unie. Voilà donc un des facteurs fondamentaux. Sans cela, nous aurions difficilement pu arriver où nous en sommes.

Le fait d'être organisés de cette façon nous a permis d'organiser des activités de revendication, en premier lieu, la revendication d'être respectés comme indiens. C'était la lutte des années 90. Ils doivent nous respecter, nous accorder l'espace qui nous appartient, reconnaître nos langues comme langues officielles de l'Équateur. Notre éducation doit être bilingue. Ils doivent reconnaître notre propre justice des peuples indiens, notre propre organisation sociale. Après d'innombrables insurrections dans la décennie du 90, après tant de journées difficiles, nous sommes parvenus en 1997 à faire figurer tout ces éléments dans la Constitution. Tous cela nous a fortifié. Aujourd'hui nous avons une Constitution politique de l'État qui reconnaît les peuples indigènes comme acteurs socio-politiques et économiques, et aussi culturels. Nos langues sont reconnus, notre médecine, notre justice, notre organisation sociale, nos manières d'employer les ressources naturelles de production et d'économie. Entre-temps, en dépit de cette reconnaissance, il y a encore des manoeuvres politiques. La Constitution est reconnue, d'accord, mais politiquement il y a toujours la manipulation de la part des partis politiques traditionnels, qui veulent continuer à diriger l'Équateur comme s'il s'agissait de leur navire (que je connais bien de l'intérieur). Ce sont eux qui orientent les relations politiques avec les EE.UU. et avec le Fonds Monétaire International, et les conditions que le FMI nous impose dans le domaine des privatisations et des nouvelles politiques économiques. En ce moment nous sommes sous le coup de la dolarisation, qui vient d'être imposée ici en Équateur.

Tout cela a provoqué que nous sommes passé au delà de la partie revendicative. Nous ne nous limitons plus à exiger qu'ils respectent notre langue, notre manière de se vêtir, notre alimentation, notre culture. Cela n'est pas suffisant. Nous commençons à exiger aussi le respect pour notre travail et pour nos ressources.

Ils nous disent maintenant que nous nous sommes politisés, que les indiens ne doivent se battre que pour leur langue sans plus; selon les politiciens traditionnels, les indiens ne doivent pas participer dans les luttes politiques. Mais nous disons que personne va nous imposer des limites; nous ne connaissons pas de limites. Nous nous mettons debout et nous allons continuer.

Les petits paysans, qui ne sont pas des indigènes, se mobilisent aussi ? Ont-ils leurs organisations ?

Salvador - Oui, ils en ont, ce qui n'était pas le cas avant. Le 21 janvier a été une date importante, un point de départ pour le futur. Jusqu'au 21 janvier, beaucoup de ces sec-teurs, comme les petits producteurs de bananes, de riz, de cacao, nous étaient indiffé-

rents. Nous avons notre organisation des peuples indigènes mais, pour le reste des paysans, non indigènes, nous ne représentons pas grande chose. A partir du 21 janvier ils se sont rendu compte de nous soudainement. Le Mouvement de Solidarité de la Côte Équatorienne vient de se constituer, où il n'y a pas d'indigènes, ou pas d'indigènes identifiés comme tel. Mais c'est un mouvement énorme qui a commencé à mobiliser toute la côte équatorienne, et ils nous ont demandé d'en faire partie. Nous avons été dans les cantons des provinces côtières et nous avons vu comment ils mobilisent des centaines de personnes. Ils nous ont dit: nous sommes en train de nous organiser, mais nous voulons que la Conaie dirige, car elle a de l'expérience. Cela fait que nous avons une responsabilité, non seulement vis à vis des peuples indigènes, mais aussi pour le reste de la société civile qui commence à s'organiser et à dire : nous avons de l'espoir dans la Conaie. Nous nous organisons, mais nous voulons qu'il y ait une seule voix dans le pays, qui doit être celle de la Conaie.

Et le problème des militaires ?

Salvador - Cela aussi est inquiétant. Ils se sont unis à l'accord au moment opportun. Nous avons fait un travail conjoint et maintenant ils sont en prison, les colonels. Ils n'ont pas changé d'avis. Ils continuent à être d'accord que le pays doit changer. Ils sont en prison mais c'est une question de jours, peut-être de mois. Nous allons continuer à exiger la liberté des colonels et nous espérons que le gouvernement soit un peu plus intelligent, car sinon, ils pourraient avoir une surprise en juillet.

L'Armée et l'Église sont complètement divisés ?

Salvador - Oui, ils le sont.

La base de l'Église est opposée au sommet, ou non ?

Salvador - Beaucoup de prêtres de nos paroisses nous ont accompagné dans l'insurrection.

Et ils continuent à s'y opposer ?

Salvador - Oui. Dans la messe on parlait de l'insurrection et par la messe on invitait les gens à y participer.

Vous pensez qu'il peut y avoir une réaction de la part des militaires et d'un secteur de la bourgeoisie ? Le pouvoir ne se prend quand même pas avec des fleurs...

Salvador - C'est possible. C'était sur le point d'arriver en janvier. Nous aussi, nous allons d'ailleurs lutter dans ce cadre de "paix", entre guillemets, car il n'y a pas de paix ici. Nous avons de sérieuses difficultés. La violence est là, les enfants meurent. Mais ce n'est pas nous qui allons prendre les armes, car nous avons d'autres instruments, beaucoup plus fortes que les carabines, et nous allons essayer d'éviter un bain de sang, d'enfants, de mères, de vieux. . C'est ce que nous avons fait en janvier. Car en janvier nous avions toutes les armes. Cela aurait pu être un champs de bataille. Je pense que nous disposons d'autres instruments beaucoup plus importants, beaucoup plus vrais pour la lutte, et disons aux colonels que nous devons utiliser les autres armes, pas les revolvers. Nous sommes d'accord avec eux sur ce critère.

En janvier vous avez été trahis. Comment faire pour qu'en juillet ou en août la même histoire ne se répète ?

Salvador - En janvier, nous ne comptons pas avec le soutien du général Carlos Mendoza. Il n'a jamais été avec nous, jamais. Nous lui avons parlé, demandé d'assumer la lutte, mais il ne l'a pas fait. Pourquoi, alors, avons nous accepté cela en janvier ? Nous savions qu'on en arriverait jusque là, et c'est ce qui s'est passé. Si nous avons accepté, c'était plutôt pour trouver une issue politique. Si Lúcio Gutierrez serait resté à la tête du gouvernement, cela se serait passé de façon différente, mais cela aurait aussi eu comme conséquence une grande bataille. Il y avait là des centaines de personnes et nous ne pouvions pas, nous, assumer ces morts. Les changements doivent avoir lieu, si, mais ils doivent être différents. En plus, les grandes guerres n'ont pas provoqué beaucoup de changements. Les grandes batailles de Guatemala, avec les camarades indigènes de ce pays, n'ont pas provoqué beaucoup de changements. Au Salvador, des dizaines d'années de guerre civile n'ont pas donné beaucoup de résultat.

Je pense aussi qu'il fallait préparer le chemin, que le premier pas devrait être armé. Ce n'est pas très difficile de courir et de tirer. C'est ce qui est de plus simple. Mais le plus important est que la conscience des gens soit très claire, la conscience de tous les équatoriens. Au moment où cela est très clair dans la conscience de tous les équatoriens, si nous n'y arrivons pas de bon gré, ce sera d'une autre façon. A ce moment, on n'aura pas besoin de grandes guerres. On n'aura pas besoin de se battre pendant dix ans, vingt ans. Une lutte d'un ou deux mois sera suffisant pour changer la situation.

Quelques chiffres:

L'Équateur est situé sur l'équateur et à cheval sur la Cordillère de los Andes avec ses majestueux volcans, dont certains en activité. Sa capitale, Quito, se trouve presque sur l'équateur, à 2850 m d'altitude et à 200 km de l'océan pacifique. Plus au sud on a le Cotopaxi (5897 m) et le Chimborazo (6267 m). Voir carte p. 4.

La population, 12,4 millions dont 40% d'indigènes, est à peine plus que celle de la Belgique, mais la surface du pays (284 000 km²) est la moitié de celle de la France.

En 1997 le PIB était de 19,6 mille millions de dollars, soit 1580 US\$ par habitant et par an. Il n'y a pas de statistiques officielles récentes valables mais on estime que le PBI actuel n'est plus que la moitié de ce chiffre. (En Belgique, le PIB est de 25 000 US\$ par habitant et par an.)

Fernando Villavicencio **Coordination des Mouvements Sociaux**

"Nous voulons un État basé sur le Parlement des Peuples"

Fernando Villavicencio, 35 ans, journaliste, est membre de la direction nationale de la CMS et dirigeant national du Syndicat des travailleurs du pétrole de l'Équateur. En juin 2000 il a participé au Congrès de la Fédération Unique des Travailleurs du Pétrole au Brésil et a rencontré des dirigeants du PT, du PSTU, du MST et d'autres organisations. Nous reproduisons un interview qu'il a accordé à nos camarades de Opinião Socialista, le journal du PSTU.

Quelle est ta vision sur le processus de janvier qui a donné lieu à l'insurrection; pourquoi cette explosion et quelle évaluation tu en fait ?

Fernando - L'insurrection de janvier a été l'expression et le début d'un processus révolutionnaire qui vise la défaite du néo-libéralisme en Équateur. C'est un processus qui est en train d'accumuler des forces depuis 10 ans, avec un débat politique dans le mouvement sur un programme alternatif, avec la formations d'alliances sociales et politiques. C'est l'expression aussi de l'énorme crise que le néo-libéralisme a provoqué, non seulement en Équateur. Par exemple, la crise bancaire en Équateur est un reflet de la crise financière internationale.

Comment vois-tu le processus équatorien en relation avec l'ensemble de l'Amérique Latine ?

Fernando - Pendant dix ans, ou plus, la résistance au modèle et au capitalisme a marché silencieusement en Amérique Latine, dans les souterrains. Est venu alors le moment d'une grande irruption. Je pense que les énergies sociales qui ont maintenant été libérées en Équateur sont le début d'une nouvelle époque pour l'Amérique Latine, un processus pré-révolutionnaire qui peut très vite se transformer en un processus révolutionnaire. Cela veut dire préparer les forces sociales, les travailleurs, les paysans, les indigènes, pour des luttes plus grandes. C'est dans ce nouveau contexte que nous pouvons comprendre la rébellion des paysans en Bolivie, la dernière grève en Argentine, après presque une décennie de silence dans ce pays, les conflits au Pérou, qui font pression sur l'opposition sociale pour aller au delà des limites étroites de l'espace électoral. Ce processus exigera une direction qui pointe dans cette direction, de conduire la lutte contre le néo-libéralisme au delà de l'espace purement électoral.

Quelle est la situation en ce moment en Équateur, six mois après l'insurrection de janvier ?

Fernando - A mon avis, ce qui a changé en Équateur, c'est le rythme du processus. Le programme néo-libéral est le même ou pire qu'avant. Et le gouvernement essaye de contrôler et d'éviter l'explosion avec le programme du FMI. Différents scénarios sont possibles en Équateur : un insurrection populaire victorieuse qui met en route le processus de transformations économiques et sociales réclamées par l'alliance des forces sociales des travailleurs, des paysans et des indigènes. Ce scénario peut avoir lieu si le

gouvernement continue à appliquer les compromis du FMI et alors, la présence du secteur militaire va décider sur la victoire, oui ou non, d'une nouvelle insurrection. Il y a aussi le scénario d'une défaite sociale, politique et militaire des mouvements sociaux avec l'imposition du modèle néo-libéral et d'un régime comme celui de Fujimori.

Mais la droite et l'impérialisme cherchent des raccourcis, des issues pour cette impasse, une d'elles étant le prêt de millions de dollars du FMI et des organes internationaux. Le problème est que cet argent n'arriverait même pas, étant donné le niveau de corruption régnant actuellement en Équateur. En plus, sans stabilité politique, une exigence de l'impérialisme et des grandes banques, il n'y a pas d'argent.

Je crois, c'est une image, que l'Équateur va vers un choc de deux trains qui se déplacent sur les mêmes rails en direction opposée. Nous allons vers une définition en Équateur : le néo-libéralisme s'impose, ou non. Le modèle n'a pas encore été imposé au pays. Par exemple, rien n'est encore privatisé et 75% de la population s'y oppose. Le secteur bancaire est le seul qui est complètement ouvert à la privatisation et au capital étranger, cela après que 70% des banques aient été nationalisées en 1999. Maintenant qu'ils ont été "assainis", le gouvernement veut les rendre au secteur privé.

Par ce que tu dis, il y a peu de chances pour une issue intermédiaire ?

Fernando - Pour l'impérialisme, le meilleur scénario pour éviter le choc des trains est d'anticiper les élections. On commence à commenter cette alternative en Équateur (les élections présidentielles devraient avoir lieu en 2003). Sans cela, le choc des trains se produira. Mais je pense aussi que l'anticipation des élections serait une victoire politique du mouvement, étant donné que le processus actuel de l'application du modèle serait interrompu et qu'il y aurait la possibilité que la gauche et son éventail d'alliances sociales gagnent la présidence.

Tu as parlé de l'action du secteur militaire dans le dénouement du processus. Quelles perspectives avez-vous concernant l'Armée ?

Fernando - L'Armée est le reflet de la composition sociale du pays. Nous croyons qu'il y a un secteur qui est effectivement contre la dolarisation, la corruption et les privatisations. Il s'agit d'une façon de penser largement répandue dans l'Armée, pas simplement l'idée fou de chercher un caudillo militaire. Il en est ainsi, au point que l'impérialisme et la bourgeoisie veulent nettoyer l'Armée de cette idée plus nationaliste, pour la souveraineté. C'était déjà comme ça en janvier : les soldats et les officiers de basse et moyenne hiérarchie du côté de l'insurrection et le Haut Commandement contre. Ce sera encore comme ça s'il y a le choc entre les trains.

Il s'agit d'un processus explosif dans un pays où il y a un niveau très développé de l'organisation autonome des travailleurs et des paysans. Où en est actuellement le Parlement des Peuples et la Coordination des Mouvements Sociaux ? Comment se sont-ils développés à partir de l'insurrection de janvier ?

Fernando - De janvier jusqu'à ce jour, aussi bien le Parlement que la CMS se sont amplifiés. Dans le Parlement des Peuples, où se trouve la Conaie - l'organisation des indigènes, et la direction de fait du processus équatorien - et la CMS, l'élargissement atteint jusqu'à des petits entrepreneurs et des secteurs populaires toujours plus amples. Même le Front Patriotique, qui englobe trois des quatre centrales syndicales du pays

qui se tenaient plutôt en marge du processus, s'est rallié au Parlement. La CMS aussi s'est amplifiée et 80% des travailleurs du secteur public et de l'État, ainsi qu'un million de paysans non-indigènes se retrouvent actuellement en son sein.

Dans ce contexte actuel, quel est la politique du Parlement des Peuples ? Que faites-vous pour que triomphe le premier scénario ?

Fernando - L'activité principale est la lutte pour exiger que le gouvernement fasse un Référendum sur les principaux thèmes nationaux.

Quel serait se Référendum ? Comment peut-il mener à une grande mobilisation populaire ?

Fernando - Le Référendum est en réalité un plébiscite sur le modèle. Tout le mouvement social a été engagé pour obtenir les signatures à présenter au gouvernement. Nous avons obtenu 1,5 millions de signatures, le double de ce qu'exige la Constitution pour obtenir un Référendum. Récemment, la Conaie a décidé d'apporter les signatures au gouvernement dans la seconde semaine de juillet. Si le gouvernement ne convoque pas le Référendum, la proposition de la Conaie est de réaliser une nouvelle insurrection pour imposer le référendum.

Quels sont les thèmes, les questions de ce Référendum ?

Fernando - Le peuple doit répondre par oui ou non aux thèmes suivants : amnistie totale pour tous les militaires et dirigeants indigènes et du mouvement social qui ont participé à l'insurrection de janvier; rénovation/suspension de tous les mandats parlementaires; démission de tous les ministres/juges du pouvoir judiciaire; suspension immédiate de la dolarisation, de la privatisation et du paiement de la dette extérieure et abandon immédiat des deux bases militaires nord-américaines installées dans le pays.

Par les questions du Référendum, on peut se faire une idée de la dimension du programme en général que les mouvement sociaux défendent en Équateur. On voudrait que tu développes ce thème, étant donné que vous discutez d'un programme dans la perspective de pouvoir, comme un scénario possible dans cette situation politique.

Fernando - Il y a eu, effectivement, une évolution dans le débat du programme à partir de l'insurrection du 21 janvier. Par exemple, par rapport à la dolarisation, il y a une compréhension de ses effets. Mais le programme que le Parlement des Peuples présente aujourd'hui pour la société pourrait être divisé ainsi : dans le domaine politique nous voulons une transformation profonde de l'État, un État plurinational où les indigènes et les minorités noires ont une participation exécutive, un État parlementariste basé sur le Parlement des Peuples. Les parlements populaires seraient l'institution fondamentales de l'organisation de l'État.

Au niveau de l'État, nous mettrions en pratique la suspension immédiate des privatisations et le contrôle public des entreprises, c'est à dire, la propriété sociale; les entreprises seraient publiques. Par exemple, le pétrole ne serait pas contrôlé par l'entreprise de l'État mais par les 12 millions d'équatoriens. Rien ne serait décidé concernant le pétrole sans un plébiscite populaire. En plus, la rente nationale obtenue avec le pé-

trôle (quelques 2,5 mille millions de US\$) serait répartie de façon égalitaire entre toute la population.

Avant de continuer avec ce thème, on voudrait poser une question : la grande presse, l'impérialisme, les gouvernements et les classes dominantes de la région ont fait une grande propagande lors de l'insurrection de janvier. Ils ont dit qu'en réalité, ces processus étaient un coup d'État contre le régime démocratique et que ce n'est pas par hasard que des secteurs de l'Armée y étaient mêlés. Comment répondez vous à ce genre d'accusation ?

Fernando - Près de 95% des équatoriens veulent que le Congrès s'en aille et cela ne veut pas dire mettre fin à la démocratie, plutôt le contraire. Nous voulons transformer les institutions en un instrument de la majorité et non de la minorité, de la classe dominante. Il s'agit d'un processus qui vient d'en bas vers le haut, de construire une vraie démocratie participative, représentative, un pouvoir populaire.

Pour conclure, on aimerait que tu parles à propos de ce que vous proposez, sur le terrain de l'organisation économique du pays, comme alternative au néo-libéralisme.

Fernando - Nous voulons une économie solidaire, nous voulons la démocratisation de la propriété de la terre, nous voulons favoriser les entreprises communautaires basées sur la tradition des nationalités et soutenues par l'État.

Nous défendons aussi l'expropriation de toutes les entreprises qui ont fait fortune avec les "prêts" pour sauver les banques privées, la révision ou la suspension de tous les contrats avec les entreprises étrangères pour l'exploitation du pétrole et de l'électricité. Ils changent les contrats ou ils s'en vont du pays. (Dans le cas du pétrole, l'Équateur retient seulement 15% de la facturation des entreprises étrangères installées dans le pays.) Nous voulons aussi l'ouverture pour des nouveaux marchés et d'autres sources de crédit (avec l'Amérique Latine, les pays arabes, la Chine, l'Europe) et nous allons défendre que l'économie ne soit plus spéculative et se concentre sur les investissements productifs.

Enfin, nous défendons le non paiement de la dette extérieure, qui a déjà été payée 27 fois sous la forme d'intérêts et autres services et qu'on continue à payer. 100 millions de US\$ ont été payés ces deux dernières années et la dette s'élève actuellement à 13 mille millions de US\$.

La Révolution

Jonas Potyguar

Voici notre analyse sur cette révolution, présentée par Jonas Potyguar, membre de la direction du PSTU.

Quand les indigènes ont occupé le Congrès National de l'Équateur, toute la presse mondiale y a fait référence. Mais quelques jours après, ce pays a disparu de l'intérêt des moyens de communication. C'est normal. Ces moyens n'ont pas comme but de divulguer les expériences révolutionnaires des masses. Moins normal est le fait que cette révolution soit oubliée non seulement par la presse capitaliste mais aussi par la presse ouvrière et révolutionnaire.

Nous voulons ici attirer l'attention sur un fait: **le 21 janvier 2000 a commencé la révolution en Équateur.**

La polarisation sociale est caractéristique de la situation latino-américaine. D'un côté il y a l'offensive récolonisatrice de l'impérialisme et de l'autre côté la réponse des masses.

L'Équateur fait partie de cette situation, mais elle en est une partie spécifique pour les deux aspects.

Dans toute l'Amérique Latine il y a une offensive récolonisatrice de l'impérialisme mais en Équateur, avec la dolarisation, cette offensive entre dans une étape supérieure. L'impérialisme et ses agents locaux ont fait disparaître la monnaie nationale, le sucre, et l'ont remplacé par le dollar. De cette manière, l'Équateur a perdu sur le plan économique et politique toute indépendance vis à vis de l'impérialisme. Hier on considérait encore correctement l'Équateur comme une "sémicolonie". Maintenant il y a lieu de laisser tomber le "sémi".

Dans toute l'Amérique Latine il y a aussi une réponse importante du mouvement de masse aux plans de l'impérialisme, mais en Équateur, le 21 janvier, il y a eu une insurrection de caractère national qui a abouti à l'occupation de Quito et du Congrès National, une insurrection préparée qui a fait tomber le gouvernement et en a imposé un nouveau, élu par les organisations du mouvement des masses, qui a tenu pendant huit heures. Cette action a été possible en Équateur - et non dans d'autres pays de l'Amérique Latine - parce qu'il y avait une dualité de pouvoir et parce qu'on y avait construit les organismes de ce pouvoir.

La question nationale et la révolution équatorienne.

En général, on a perçu l'irruption des indigènes de l'Équateur au centre de la scène politique comme quelque chose de folklorique, un réflexe d'anthropologue qui n'est pas très politique. Entre-temps, rarement on a relevé que la Révolution équatorienne est le processus le plus avancé sur le terrain des luttes pour les questions nationales.

Au niveau mondial, l'offensive récolonisatrice de l'impérialisme a avivé les luttes nationales. Ce n'est pas par hasard que des processus de ce type se manifestent

avec plus d'intensité dans les pays où cette offensive est plus intense, comme dans les pays de l'Est de l'Europe. Les guerres en Bosnie, au Kosovo et en Chéchénie sont témoins de cette réalité. Mais il y a lieu de faire remarquer que dans toutes ces régions, il y a un double problème national. D'un côté il y a l'initiative colonisatrice de l'impérialisme, ce qui crée le besoin de lutter en défense de l'ensemble de la nation. C'est le cas, entre autres, de la Yougoslavie et de la Russie. D'autre part, il y a la réalité des minorités nationales de ces mêmes pays, (bosniaques, checheniens, kosovars) qui sont opprimés par les nationalités dominantes (russes et serbes).

En Équateur, en dépit des différences, il y a une situation similaire. D'un côté il y a la lutte de l'ensemble des masses de ce pays contre l'impérialisme et son projet colonisateur. De l'autre côté, il y a la lutte des nations indigènes contre la nationalité oppresseur des blancs et des métisses. Mais la lutte en Équateur présente deux différences importantes avec ces autres processus, et ce sont précisément ces différences qui nous mènent à l'affirmation que le processus en cours en Équateur est le plus avancé de tous.

La première différence est que la bataille pour l'autodétermination de l'ensemble de la nation équatorienne par rapport à l'impérialisme (la lutte contre la dolarisation) et la bataille pour l'autodétermination des nations indigènes vis à vis de la majorité blanche et métisse (la défense d'un état multi-ethnique) est menée en même temps.

La deuxième différence est que les nations indigènes ne sont pas indépendantistes vis à vis de l'état central. Au contraire, ils défendent un état équatorien unique, multi-ethnique. Apparemment, ce serait une position moins radicale que celle adoptée par les bosniaques, les kosovars et les chéchéniens. Mais ce n'est pas le cas. La direction des nations indigènes a compris qu'elle a besoin de l'alliance des masses exploitées de la nation oppresseur pour mener le combat contre l'état équatorien, et elle s'est mis à la tête de cette lutte, agissant comme direction des indigènes, des blancs et des métisses. D'autre part, les masses de la nationalité oppresseur, qui avant regardaient les indigènes avec un certain mépris, les voient maintenant comme l'avant-garde et comme leur référence dans la lutte contre le pouvoir central.

Les exploités blancs et métisses, sans le savoir, ont suivi le conseil de Marx quand il disait - concernant le prolétariat anglais - qu'il ne pouvait être libre que dans la mesure où il luttait pour la libération de ses frères irlandais.

Il en résulte qu'aujourd'hui en Équateur il n'y a pas comme en Yougoslavie ou en Russie un affrontement à l'intérieur du mouvement de masses, entre ethnies ou nationalités. Il y a un affrontement de tous les exploités contre la "démocratie coloniale" contrôlée par les blancs et les métisses.

Une révolution socialiste en cours

Dans les pays européens, et même dans différents pays latino-américains (comme l'Argentine, l'Uruguay ou le Brésil), il paraît étrange et même incompréhensible de concevoir une révolution conduite par les indigènes. La vision dominante dans ces pays sur l'indigène est celle divulguée par les colonisateurs qui, après avoir exterminé 80% de la population qu'ils ont rencontré en Amérique, ont construit ces fameuses "réserves" pour faire ce qu'on fait avec les animaux menacés d'extermination: préserver l'espèce. Mais dans des pays comme l'Équateur, la Bolivie, le Pérou ou Guatemala, les indigènes forment un pourcentage importante de la population (40% en Équateur) et sont donc une partie importante de la structure de ces États. En Équateur, la grande majorité des indigènes sont des paysans. C'est la raison pourquoi ces secteurs, dans leur mobilisation, ne se limitent pas aux revendications comme nation mais avancent celles de leur classe sociale. De la même façon que ce serait une erreur de ne voir que la question nationale dans cette révolution, ce serait aussi incorrect de penser que nous avons à faire avec une révolution paysanne menée par des indigènes. Les indigènes sont l'avant-garde de l'ensemble des exploités qui s'affrontent au pouvoir central.

Du point de vu social, la révolution équatorienne est paysanne, ouvrière et populaire. Étant donné les protagonistes et l'ennemi auquel elle fait face, nous sommes en présence d'une révolution socialiste. Non parce que les masses et la direction ont conscience de cela, mais parce que les problèmes qui sont motif de cette révolution (y compris la question nationale des indigènes) ne peuvent trouver une solution en dehors d'une révolution socialiste triomphante. (C'est d'ailleurs l'idée qui se trouvait dans le programme original de la CONAIE.)

D'une certaine façon, la révolution équatorienne ressemble à la plupart des révolutions d'après guerre où c'était les paysans - et non la classe ouvrière - qui conduisaient le processus. Mais il y a des différences importantes, dont une particulièrement importante: A la direction de ces processus on trouvait toujours un "parti-armée" comme dans la révolution vietnamienne, chinoise ou cubaine. A la tête de la révolution équatorienne nous trouvons les organismes de masses de caractère politique-syndicale (la CONAIE, la CMS, le 'Seguro Campesino', etc.) et un organisme qui est une alternative de pouvoir: le Parlement des Peuples. En relation avec cette question, et aussi pour des raisons historiques, les méthodes de lutte qu'ils ont su imposer ne sont pas les actions isolées (assez fréquentes dans le milieu paysan) mais les actions des masses, les grèves, les mobilisations dans les rues, les soulèvements d'indigènes, jusqu'à arriver au soulèvement général contre le pouvoir central: l'insurrection du 21 janvier, qui a combiné, sur un niveau supérieur, toutes ces méthodes.

Les actions des masses ont laissé dans une crise profonde l'ensemble des institutions de l'État capitaliste équatorien: le gouvernement, le Congrès, le Pouvoir Judiciaire, les partis politiques traditionnels, l'armée, l'Église. Avec l'action du 21 jan-

vier, le gouvernement est tombé. Une parti importante de l'armée, envoyée à réprimer, s'est indiscipliné, a rejoint les rangs des insurgés et a occupé le Congrès National avec eux. La haute hiérarchie de l'Église, liée à Opus Dei a continuellement insulté les indigènes, mais dans beaucoup de paroisses du pays les sermons des prêtres ont incité et aidé à l'organisation de l'insurrection. Après l'insurrection, les partis traditionnels ont essayé de canaliser la situation par la voie électorale, mais ici aussi ils ont souffert d'amères défaites. Dans plusieurs villes (parmi eux Quito) les candidats qui se trouvaient du côté de l'insurrection ont triomphé dans les élections pour préfet.

La direction et l'Armée

Au moment où la majorité des directions du mouvement de masses s'adapte aux plans du néolibéralisme et s'intègre complètement aux régimes démocratiques bourgeois, les directions de l'Équateur (la CONAIE et le CMS) agissent de façon différente. Elles se sont mis à la tête de l'insurrection contre le gouvernement et son plan impérialiste de dolarisation de l'économie. Ils s'opposent aux privatisations, au parlement, au pouvoir judiciaire. Là ou, ailleurs dans le monde, les rares directions qui fomentent certaines luttes essayent toujours de maintenir un contrôle d'acier sur les mêmes, les directions de l'Équateur favorisent la participation des masses dans les organismes de lutte et de direction. Ils favorisent les organismes de double pouvoir. Ils les développent et les centralisent au niveau national dans le Parlement des Peuples.

Nous revendiquons ces caractéristiques des directions équatoriennes, mais cela ne nous empêche pas de formuler des critiques. La révolution équatorienne, comme toutes les révolutions, a ses avancements et ses retours en arrière. L'insurrection du 21 janvier a été le point culminant de ce processus, mais après il y a eu un contretemps. Le gouvernement de Mahuad est tombé et a été remplacé par la Junte de Sauvetage Nationale, élue par le Parlement des Peuples, et est resté en place pendant huit heures.

Ce développement n'est pas nouveau au cours d'une révolution. L'histoire nous montre beaucoup d'exemples ou la contre-révolution, après avoir perdu le pouvoir, le récupère. Mais dans le cas de l'Équateur, elle n'a pas du se battre pour cela. La direction du Parlement des Peuples a jugé adéquat que Lucio Gutiérrez, un colonel de l'armée qui se trouvait du côté de l'insurrection, soit à la tête de la Junte de Sauvetage Nationale. Ce colonel, par respect à la hiérarchie militaire, a donné le poste au général Mendoza qui par la suite a mis en prison Gutiérrez et ses alliés, a renoncé au poste, et l'a donné à Gustavo Novoa, le vice de Mahuad. De cette façon, les institutions qui avaient été bousculées et vaincues par la révolution ont été remis en place.

Pourquoi cela c'est il passé ainsi? Vargas, le dirigeant indigène de la Conaie a dit que le général Mendoza les a trahi (voire interview ailleurs). Mais pourquoi la direction du Parlement des Peuples, qui a dirigé l'insurrection, n'a pas assumé elle

même le pouvoir qu'il avait pris? Pourquoi la direction du Parlement des Peuples a mis le pouvoir dans les mains d'un militaire? L'explication de cette contradiction est à chercher dans le Programme du Parlement des Peuples, qui s'appelle ***Mandat du Parlement des Peuples de l'Équateur pour la sauvegarde Nationale***.

Le programme, élaboré dix jours avant l'insurrection, met en avant certaines choses très correctes, à commencer par l'appel à *Une insurrection générale pour en finir avec le mandat du gouvernement présidé par le Dr. Jamil Malmad y le Congrès National, et la dissolution de la Court Suprême de la Justice*. Mais ce programme est en contradiction avec l'action des masses et des directions mêmes qui l'ont élaboré. Et cette contradiction apparaît le plus clairement quand il s'agit de la question de l'armée.

Une des raisons fondamentales pour laquelle nous pouvons affirmer qu'en Équateur nous sommes en pleine révolution est que les masses, avec leurs actions, ont provoqué une crise sans précédent dans l'institution la plus importante de l'état bourgeois: l'armée. Des sections entières ont rompu la chaîne hiérarchique de commandement et sont passées à l'insurrection. Parmi les officiers la même chose: une profonde division entre les généraux, restés fidèles au gouvernement, et les colonels, ralliés à l'insurrection.

Mais le programme oublie que l'armée est divisée par la révolution et il revendique cette armée dans son ensemble (...*au long de son histoire, l'Armée a joué un rôle important en défense des intérêts nationaux et du peuple équatorien ...*) et il lui propose un rôle de protagoniste dans le futur (*coparticipation de l'Armée dans le développement intégral du pays*).

Le programme propose de démolir et de reconstruire de façon démocratique toutes les institutions (le gouvernement, le Congrès National, le pouvoir judiciaire) mais, curieusement, l'unique institution à laquelle il ne touche pas est celle qui est le moins démocratique de toutes: l'armée. Si l'armée aurait un fonctionnement démocratique, si les décisions fondamentales étaient prises dans des assemblées conjointes de soldats, sous-officiers et officiers, il serait très difficile d'employer cette institution pour défendre les intérêts d'une minorité au gouvernement. Ces intérêts ne peuvent être défendus que par une organisation armée qui fonctionne sur la base d'une discipline rigide et hiérarchique. C'est précisément ce que la révolution met en question dans les faits, mais le programme ne le fait pas.

Révolution socialiste: une utopie?

Est-il possible, dans les circonstances actuelles, qu'une révolution socialiste triomphe en Équateur? Est-il possible de penser en un gouvernement qui rompt avec l'impérialisme, qui exproprie la bourgeoisie nationale et internationale et qui, à partir de cela, fait une planification économique au service du peuple équatorien? Si on considère les conditions de l'Équateur, un des plus petits pays du continent et un des plus pauvres, la tâche paraît impossible, tout d'abord, parce que l'impérialisme ne le permettrait pas. Cependant, si on considère le problème du point de vu

continental et mondial, comme il se doit, alors la révolution équatorienne est non seulement possible mais elle pourrait être un puissant levier pour le déclenchement de nouveaux processus similaires, au moins en Amérique Latine.

Entre-temps, la victoire de la révolution en Équateur n'est pas du tout facile. Aucune révolution n'est facile, mais, en plus, la direction de ce processus n'envisage pas cette tâche. Ceux qui actuellement dirigent le Parlement des Peuples voient la révolution socialiste comme quelque chose de complètement utopique et dès lors, le programme ne le prévoit pas. Il ne s'agit pas seulement d'une question de mots. Le programme du Parlement des Peuples qui s'oppose correctement à la dolarisation et aux privatisations, n'envisage pas la rupture avec l'impérialisme. De la même façon, le programme attaque fortement les secteurs corrompus de la bourgeoisie mais il n'a aucune proposition d'expropriation de cette bourgeoisie dans son ensemble, et même pas de ces secteurs.

Comme contrepartie à cette idée 'utopique' de faire la révolution socialiste, la direction actuelle du Parlement des Peuples essaye d'être réaliste, mais il n'y parvient pas. Le programme, voulant donner une réponse aux besoins des masses, dit: DU PAIN DANS LA DIGNITÉ, EMPLOI ET SANTÉ POUR TOUS, et pour cela il propose *Impulser une économie mixte de marché solidaire, dans laquelle participent: l'initiative privée avec responsabilité sociale, éthique et de l'environnement...*, en d'autres mots, le programme propose d'obtenir du pain, un emploi, la santé pour tous les équatoriens, sans rompre avec le capitalisme. Voilà ce qu'aucun pays capitaliste dans le monde n'a obtenu. Et quelle est la formule pour obtenir en Équateur le plein emploi, du pain, et la santé? La formule est le "marché solidaire", ce qui suppose que la bourgeoisie équatorienne devrait ne plus penser à ses bénéfices pour penser à la solidarité sociale. Il est bien difficile de trouver une idée plus utopique que celle-là.

La direction a raison de vouloir être réaliste. Et pour être réaliste, il faut dire qu'il n'y a aucune possibilité d'obtenir du pain, du travail, de la santé pour tous les équatoriens sans exproprier la bourgeoisie. C'est ce que prouve l'expérience historique de ce siècle. En Russie, en Chine, à Cuba, il y avait autant, sinon plus de misère qu'en Équateur, et dans ces pays on a obtenu pendant des dizaines d'années le plein emploi, du pain et de la santé pour tous. Mais pour cela, il a fallu au préalable exproprier la bourgeoisie.

L'attitude des révolutionnaires face au processus équatorien

Le capitalisme peut cohabiter avec des luttes et des mobilisations, mais pas avec une situation de pouvoir double, surtout quand ce pouvoir double touche les casernes. Aujourd'hui, l'Équateur est une colonie de l'impérialisme américain et c'est la raison pourquoi cet impérialisme a un intérêt tout spécial pour en finir avec la situation actuelle. Ceci explique que depuis le 21 janvier cinq missions diplomatiques des EE.UU. ont visité l'Équateur, et que maintenant il y a partout dans le pays des agents de la CIA. L'impérialisme met tout dans la balance pour démonter la

révolution équatorienne. En douceur (manoeuvres et négociations) ou par la force (répression). Et face à cette situation il ne peut y avoir de doute sur l'attitude à assumer par les révolutionnaires: en dépit des divergences que nous avons avec sa direction: il faut se solidariser avec la révolution équatorienne. Il faut défendre sans conditions cette révolution, ses organismes et sa direction des attaques de la bourgeoisie et de l'impérialisme, Cette révolution ne peut pas continuer à être oubliée. Le silence n'est pas neutre. Il agit comme complice des plans contre-révolutionnaires.

Mais il ne suffit pas de défendre la révolution contre les attaques de ses ennemis. En plus, il faut lutter pour qu'elle puisse triompher car il y a une loi inexorable de l'histoire: toute révolution qui n'avance pas rétrocede. Dans ce sens, il faut mener une bataille politique ardue pour que ce soit le Parlement des Peuples, comme représentant légitime des masses en lutte, qui assume le pouvoir. Il faut tirer les conclusions du 21 janvier. Il ne s'agit pas de donner le pouvoir à un général, ni à un colonel. C'est le Parlement des Peuples qui doit assumer le pouvoir. Les militaires peuvent et doivent jouer un rôle important dans ce processus, mais ils doivent d'abord faire la même chose que ce qu'on fait dans les syndicats et les communautés indigènes. Ils doivent démocratiser l'Armée. Les militaires peuvent et doivent participer au Parlement des Peuples, mais toujours en subordination à celui-ci, et non à leur hiérarchie. Un général ou un colonel peut être à la tête d'un gouvernement, mais aussi un soldat ou un caporal. Les assemblées dans les casernes doivent indiquer leur représentants face au Parlement des Peuples et ces représentants à leur tour doivent indiquer qui doit gouverner le pays.

Après le faux pas de janvier, les organisations de masses équatoriennes préparent une nouvelle insurrection. Dans ce processus, le problème du pouvoir sera de nouveau à l'ordre du jour. Mais le problème des problèmes est la prise du pouvoir pour quoi faire? Les masses font la révolution parce qu'ils veulent du respect, du pain, de la terre, de l'éducation, un travail et c'est pour cela qu'ils affrontent la bourgeoisie et l'impérialisme. Mais la direction se propose d'obtenir ces objectifs sans rompre avec eux. Cela est impossible. De cette façon, le nouveau pouvoir ne va nullement garantir ni du pain, ni la terre, ni l'emploi.

Entre avril et septembre 1917, les bolcheviques de la Russie ont appelé les partis majoritaires dans les soviets à rompre avec la bourgeoisie et à prendre le pouvoir. Presque un siècle est passé depuis cette expérience historique. Beaucoup de choses ont changé entre-temps. Mais l'essentiel n'a pas changé. L'impérialisme continue à être l'impérialisme. La bourgeoisie continue à être la bourgeoisie. Les exploités continuent à être exploités. C'est pour cela que la politique des bolchevique continue à être valable et que les révolutionnaires doivent s'inspirer d'elle pour dire: **Parlement des Peuples, CONAIE, CMS: rompez avec la bourgeoisie et prenez le pouvoir.**

La revue 'Marxismo Vivo'

La revue Marxismo Vivo (le Marxisme Vivant) est publiée en espagnol, en portugais et prochainement en anglais par le KoorKom, le Comité de Coordination pour la Construction d'un Parti Ouvrier International. Voici la *Présentation* du numéro dont nous avons extrait le dossier sur la révolution équatorienne.

Pourquoi lancer la revue 'Marxismo Vivo'? Après les révolutions dans l'Est européen, un débat s'est ouvert entre des milliers de militants dans le monde entier. D'abord restreint aux organisations et aux milieux académiques, il pénètre maintenant profondément, dans la révolution équatorienne, dans l'insurrection de Cochabamba, dans les grèves sud-africaines, dans les luttes des étudiants indonésiens, mexicains, etc.

Pour discuter quoi? Absolument tout, tant sur le plan théorique comme en politique. Le caractère des États de l'Est. Le rôle de Cuba. Le rôle de l'impérialisme. La validité de la révolution socialiste, du parti, de la lutte des classes, de la violence révolutionnaire...

'Marxismo Vivo' veut continuer et approfondir le travail entrepris avec la 'Revue du KoorKom' (Comité de Coordination pour la Construction d'un Parti Ouvrier International) et se met au service de ce débat sur le programme. Il va de soi que les forces qui font parti du KoorKom y participent avec un certain point de vue qui est la défense du marxisme. En fait, le marxisme est attaqué par tous les côtés, y compris pas mal de marxistes.

Comme exemple de cela, il est d'usage récemment que beaucoup de marxistes nient la lutte de classes elle-même, la 'citoyenneté' étant pour eux au dessus des classes eux-mêmes. De la même manière nous avons pu voir il y a peu que des organisations qui se disent marxistes font des discours furieux contre l'impérialisme, 'exigeant' ... qu'il envahisse la Yougoslavie ou Timor.

Paraphrasant une pièce de Pirandello, *Six personnages en quête d'un auteur*, nous pourrions parler des *milliers de militants à la recherche d'un programme*. Ils cherchent quel programme? Quoique inconsciemment, ils cherchent le programme de la révolution. Entre-temps, on n'y arrive pas du jour au lendemain. La raison est, entre autres, qu'il y a une bataille féroce, non seulement de l'impérialisme mais aussi de secteurs qui agissent au milieu de ces militants, pour éviter que cela n'arrive.

Pour développer un programme il faut beaucoup d'étude et de recherche, mais cela ne suffit pas. Il faut aussi une polémique ardue.

Pour accomplir cette tâche (étude, recherche et polémique), le KoorKom lance cette revue et en plus, en ouvre les pages aux organisations marxistes révolutionnaires, à ceux qui luttent contre le capital, aux intellectuels qui ne se conforment pas seulement à enseigner mais cherchent aussi à apprendre avec le marxisme et la lutte des classes.

Une révolution est en marche en Équateur.

Même son point culminant jusqu'à maintenant, l'insurrection du 21 janvier 2000, est passé inaperçu par la presse mondiale. La revue *Marxismo Vivo* du Koor-Kom (voir page 35) y a consacré un dossier que nous avons traduit en Français, en y ajoutant un interview plus récent à un de ses dirigeants, de juin 2000, publié par la LIT-QI (Correo Internacional, n° 82).

L'insurrection du 21 janvier.....	2
Reportage sur les lieux.....	5
Mandat du Parlement des Peuples de l'Équateur pour le Sauvetage National.....	12
Antonio Vargas Président de la Conaie "Notre faiblesse a été de ne pas avoir pris rapidement la Présidence"	15
Pablo Iturralde Coordination de Mouvements Sociaux "Le Parlement des Peuples est l'organisme suprême de décision"	17
Salvador Quishpe Dirigeant d'Ecuadorunari "Personne va nous imposer des limites"	20
Fernando Villavicencio Coordination des Mouvements Sociaux "Nous voulons un État basé sur le Parlement des Peuples"	24
La Révolution	28